



Extrait du Observatoire des think tanks

<http://www.oftt.eu/think-tanks/monographs/article/considerer-le-bien-etre-citoyen-est-structurant-et-eclaire-le-processus-de-production-de-politiques-publiques>

"Considérer le bien-être citoyen est structurant et éclaire le processus de production de politiques publiques (...)"

Date de mise en ligne : Friday 6 January 2012

- Think tanks - Monographs -

Observatoire des think tanks

Interview d'Alexandre Jost, président de la Fabrique Spinoza. Propos recueillis par Olivier Urrutia

1/ Depuis quelques années, on observe en France l'émergence d'un grand nombre de structures dédiées à la réflexion autour des politiques publiques. C'est dans ce paysage français en pleine ébullition que vous fondez la Fabrique Spinoza. Quelles sont les raisons qui ont motivé la création de votre structure ?

Nous avons créé la Fabrique Spinoza sur la réalisation de deux choses. Tout d'abord, que les Français réclamaient une vision : en effet, d'après Jean-Paul Delevoye, ex-médiateur de la République, 76% des Français disaient en 2010 avoir besoin d'un but commun, ce que les politiques actuelles peinent à leur donner. Ensuite, la politique a perdu de vue ce qui nous semble, à la Fabrique Spinoza, une finalité : le bien-être citoyen et se focalisent sur des buts intermédiaires comme le pouvoir d'achat, la croissance économique, la solidarité, la justice. Tous ces éléments sont des pas sur le chemin mais pour nous, il y a une vertu à réaffirmer, à savoir qu'elles visent in fine le bien-être collectif. En rendant ce but explicite, on transforme le processus d'élaboration des politiques publiques.

2/ On constate très largement que les think tanks qui se réclament d'un personnage historique le font dans un souci de filiation avec ses valeurs. Pourquoi avoir choisi Spinoza ?

Pour Spinoza, le désir d'être heureux, de bien vivre, de bien agir est l'essence même de l'homme. Nous l'avons choisi parmi différents penseurs du bonheur car sa vision de l'homme heureux est inspirante, équilibrée et joyeuse : ce n'est ni celle de l'ascète ou du stoïcien faisant face à la souffrance, ni celle de l'hédoniste en recherche essentielle de plaisirs. Il décrit un homme heureux qui est libre, qui est désir par essence, et qui est éclairé mais aussi généreux. Il pave donc la voie d'une société libre (c'est fondamental chez Spinoza), éclairée (par l'exercice de l'esprit), dynamique (grâce au désir) mais surtout joyeuse et généreuse.

3/ Comment définiriez-vous le bonheur citoyen ?

Il y a beaucoup de définitions du bonheur. Par exemple, nous sommes certains (mais pas tous), à la Fabrique Spinoza, à penser que le bonheur est l'aspiration suprême - consciente ou inconsciente - de l'être humain. Une autre définition pragmatique est que le bonheur est ce qui est capturé dans la question à laquelle les gens savent presque tous répondre : « Vous sentez-vous heureux ? ». Il y a deux choses à retenir principalement : premièrement, c'est une notion subjective donc il n'y a pas de chemin défini a priori vers celui-ci. Seules des enquêtes déclaratives, des délibérations citoyennes ou des recherches - mais pas des préjugés idéologiques - peuvent apporter des réponses. Deuxièmement, c'est quelque chose de fondamental. D'après des enquêtes réalisées auprès de citoyens britanniques et relayées par la New Economics Foundation, le bonheur est au moins aussi important que l'amour, la santé et loin devant la richesse. Enfin, une précision : on peut parler de bonheur pour l'individu, mais pour la collectivité, nous parlons de bien-être citoyen car le bonheur nécessite une subjectivité. Une dernière chose : pour nous, le bien-être citoyen est tout autant un cap vers lequel tendre - au sens où nous cherchons à en favoriser les conditions - qu'un outil méthodologique ; considérer le bien-être citoyen est structurant et éclaire le processus de production de politiques publiques.

4/ Sur le plan de l'organisation interne, comment votre think tank fonctionne-t-il ?

Nous ne voulons pas que les préconisations produites le soient par des arbitrages techniques, donc nous avons

placé des citoyens plutôt que des experts au centre de notre structure. Nos études sont réalisées sur 6 mois autour de groupes de 6 citoyens environ. Ceux-ci sont « abreuvés » de matière par des experts, des auditions ou via la littérature. Les citoyens peuvent réaliser ce travail en direct ou bien des permanents leur facilitent la tâche en réalisant des synthèses de travaux d'experts. Les citoyens compétents opposent et confrontent alors leurs idées et aboutissent à des préconisations. Des parrains examinent enfin la légitimité et la solidité de ce contenu. Parce qu'elles sont portées par des citoyens adhérant au projet de la Fabrique Spinoza, les préconisations auxquelles nous aboutissons cherchent donc bien à favoriser le bien-être citoyen, tout en étant fiables techniquement. Ajoutons que, pour enrichir et innover dans nos propositions, nous allons explorer les disciplines d'étude du bien-être : neurosciences, psychologie positive, « économie du bonheur », « sociologie du bonheur », philosophie. Ces points de vue complètent les apports des experts thématiques « classiques ».

5/ Avant de revenir sur les idées et les orientations qui caractérisent la Fabrique Spinoza, détaillons encore la genèse du projet. Avez-vous rencontré des réticences, ou du moins du scepticisme, au moment de le lancer ?

Au début, nous en avons rencontré énormément, parfois non sans contradiction. Par exemple, on nous a dit que nous prenions le risque d'une dérive autoritaire (alors que nous n'avons pas de chemin pré-pensé pour le bien-être citoyen) ou que n'avions rien inventé (alors que, comme le disait l'un de nos soutiens, Matthieu Ricard, « les politiques ont oublié en chemin ce qu'elles visaient »). Un autre exemple : nous nous appuyons sur les enquêtes déclaratives des citoyens qui évaluent leur niveau de « bien-être subjectif ». Certains remettent en cause la validité de ces déclarations. Nous pensons néanmoins que ces données sont fondamentales, car le sujet est le plus apte à les évaluer, et qu'elles doivent donc à minima compléter des évaluations objectives du bien-être (santé, richesse, etc.).

6/ Comment votre présence dans l'espace public se matérialisera-t-elle ?

Nous produisons des rapports qui sont ensuite diffusés. Nous rédigeons également des notes de synthèse susceptibles d'éclairer les dirigeants politiques (de tous bords, nous sommes multi-partisans). Il est en outre important pour nous d'organiser des conférences à destination des citoyens. Nos idées sont également relayées par différents media, y compris grand public. Enfin, nous projetons d'organiser le premier événement sur les « politiques du bien-être », en France, en 2012. Cet événement récurrent rassemblerait chercheurs, politiques, représentants de la société civile et évidemment citoyens. En tant que correspondant « Wikiprogress » (initiative commune de l'OCDE, l'UE, la Banque Mondiale, etc. visant à mesurer le bien-être citoyen) en France, nous sommes en bonne position pour donner de la visibilité à un tel événement.

7/ La France a la réputation d'être un pays pessimiste et grand consommateur de médicaments psychotropes. Le contexte de crise actuelle, appuyé par des discours politico-médiatiques anxiogènes, semble miner le moral de la population. Est-ce là une spécificité culturelle ?

En effet, le taux de consommation, en France, de psychotropes est le double de la moyenne européenne, mais ce chiffre est à interpréter avec discernement car si l'on peut certes le voir comme le symptôme d'un malaise, il faut également prendre en compte comme facteurs explicatifs l'accessibilité aux soins, la sur-prescription des médecins mais aussi, potentiellement, une démarche positive pour aller mieux.

Toutefois, vous avez raison : sur la base d'enquêtes déclaratives auprès des citoyens, la France apparaît effectivement moins heureuse en comparaison d'autres pays de niveau de développement ou de richesse équivalent. La recherche sur le bien-être subjectif est en cours sur ce sujet pour trouver des explications. Parmi les hypothèses envisagées, on trouve la défiance vis-à-vis de la société, l'inflation réglementaire de l'État, le taux de chômage élevé (avant la crise de 2008) ou encore des références à des valeurs contradictoires. On trouve même comme hypothèse la perte de l'influence coloniale. Claudia Senik, économiste de l'École d'Économie de Paris,

suggère que la culture joue un rôle important, en observant que plus les migrants arrivés en France restent longtemps, plus ils s'alignent sur le niveau de bien-être déclaré par les Français (même une fois pris en compte des éléments sociodémographiques comme l'âge, le revenu, le genre, etc.). En bref, oui, la culture française explique en partie que nous nous déclarions moins heureux (de 22%) que la moyenne européenne, mais on ne sait pas dans quelle proportion. Ce qui compte, c'est que la recherche enquête sur l'ensemble des déterminants et leviers possibles pour apporter des matériaux susceptibles d'inspirer les politiques. C'est ce que nous faisons.

8/ La Fabrique Spinoza propose des outils de mesure et de suivi du bien-être citoyen, ainsi que des analyses sur les liens de cause à effet entre le bonheur individuel et une société bien portante, épanouie. Quelles préconisations concrètes feriez-vous dans ce sens aux décideurs politiques français ?

Notre préconisation est simple : les politiques ayant perdu le cap, nous leur suggérons d'utiliser le bien-être citoyen comme prisme d'analyse, d'évaluation et d'élaboration des politiques publiques, mais aussi comme outil de pilotage et d'arbitrage, particulièrement en temps de ressources contraintes. Le bien-être citoyen peut autant être une visée qu'une démarche. De la même manière que, ayant voté l'égalité homme-femme comme objectif, l'Union européenne élabore toute nouvelle réglementation en référence à cette règle, nous proposons que le bien-être citoyen devienne un principe d'action politique en France et que toute politique en construction soit (aussi) examinée à travers ce prisme. Ajoutons une chose : alors que certains suggèrent que ce sujet n'est pas sérieux en temps de crise, nous pensons que c'est tout le contraire. En effet, sans aucunement renoncer à générer de la croissance économique, l'incertitude quant à son importance devrait encourager les politiques à envisager d'autres leviers pour générer du bien-être pour la population. C'est l'objet des politiques du bien-être.

9/ Avez-vous constaté plus largement que d'autres pays, ou même que l'UE appliquaient aujourd'hui des mesures allant dans le sens du bonheur citoyen, dont notre modèle français pourrait s'inspirer ?

Tout à fait. D'ores et déjà, d'autres États et dirigeants politiques ont engagé leur pays sur la voie d'une politique du bien-être, y réfléchissent ou en parlent : c'est le cas du Royaume Uni, du Bhoutan, de la Bolivie, de la Chine (sic), du Brésil et de l'Équateur. Au niveau européen également, vous avez raison : Herman van Rompuy, président du Conseil européen, parlait en mai de cette année de « budget du bonheur ». Mais c'est l'Angleterre qui reste la plus engagée sur cette voie. Le Premier ministre David Cameron l'exprimait ainsi : « améliorer le sens du bien-être de nos sociétés est, je crois, le défi politique principal de notre époque ». Suite à cette déclaration, en novembre 2010, il lançait une consultation d'envergure nationale sur le sujet.

10/ Où se situe la France par rapport à ses voisins européens, sur le plan des politiques publiques consacrées au bien-être, au bonheur de ses citoyens ?

La France est dans une situation paradoxale. D'un côté, nous sommes très en avance pour lancer un mouvement international sur le sujet, comme l'a montré la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, initiative française, qui a été source d'inspiration sur la problématique des indicateurs de développement au-delà du PIB. D'un autre côté, dans notre propre pays, il y a eu peu d'effets. Des travaux statistiques importants ont certes été engagés. Pour autant, ce sujet brille par son manque de relais médiatique, démocratique et politique. Nicolas Sarkozy avait dit, le 14 février 2009 : « il aura un avant et un après cette commission ». Toutefois, hormis la reprise de ce rapport par une commission économique mixte franco-allemande en décembre 2010, aucune réflexion démocratique ou politique n'a été lancée depuis sur ces sujets.

11/ Revenons plus particulièrement sur l'une des thématiques que vous traitez à la Fabrique Spinoza : le bien-être au travail. À l'heure de l'injonction au « toujours plus » de rationalisation, d'optimisation, de rendement et de productivité, quels corollaires faites-vous entre bien-être et efficacité au travail ?

Nous pensons tout d'abord qu'une entreprise n'est pas qu'un lieu de production de richesse économique mais qu'elle a aussi un rôle de responsabilité sociétale forte. À ce titre, le bien-être au travail importe. Quant au lien entre bien-être et efficacité au travail, nous sommes convaincus de sa réalité. Un alignement fort est possible entre la santé sociale et la santé économique d'une entreprise. Mais il ne faut pas limiter le bien-être en entreprise aux risques psycho-sociaux. Cela va au-delà. Et c'est ce qui est générateur d'efficacité, voire d'efficience en entreprise. Pour autant, deux obstacles existent. Premièrement, les directions générales ne sont pas convaincues en profondeur de la solidité de ce lien, ce qui ne les encourage pas suffisamment à agir en conséquence, notamment en se saisissant du sujet dans leurs organisations. Un tel chantier ne peut avancer qu'avec une direction générale engagée et pilote. Deuxièmement, pour convaincre, il faut des arguments théoriques et des preuves empiriques plus solides. Nous travaillons sur ce sujet en ce moment.

12/ Actualité oblige, quels projets avez-vous pour 2012, année d'élections présidentielles et législatives ?

Notre objectif principal est de donner de la visibilité au sujet de la politique du bien-être. Nous voulons l'amener dans le débat politique et démocratique d'ici les élections, à la fois parce que nous pensons qu'il est fondamental et capable de donner une vision aux Français, mais aussi parce que ce serait un bon moyen d'éclairer les programmes des partis politiques. Ainsi, il serait merveilleux que ces derniers livrent chacun leur version du ou des indicateur(s) de développement qu'ils percevraient comme illustrant l'avancée de la France. Cela permettrait à la fois de voir leur cap, mais aussi leurs priorisations ou arbitrages, et enfin de mesurer leur progrès s'ils étaient élus. Nous pensons que pour convaincre les partis de procéder ainsi, il suffirait de leur démontrer (cynisme écarté) la valeur électorale d'un tel débat. Ce sujet intéressera les citoyens français, c'est certain. Pour le prouver, nous travaillons actuellement à une étude sociologique qualitative et souhaitons par ailleurs structurer un partenariat avec un institut de sondage pour une enquête quantitative sur l'intérêt des électeurs pour le sujet du bien-être, ce qu'ils y voient et comment le mesurer ou le favoriser. En conclusion, pour la Fabrique Spinoza, ce serait une vraie réussite si ce sujet fondamental du bien-être citoyen parvenait, en ces temps incertains, à ré-enchanter et enrichir le débat politique.

Site internet de la Fabrique Spinoza : <http://www.fabriquespinoza.org/>